



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 03 AVRIL 1994

N° 223 PRIX 4 FF



*AFRIQUE*

*DU SUD*

LES ELECTIONS

NE METTRONT PAS FIN

A LA MISERE

DES MASSES PAUVRES

SOMMAIRE AU VERSO

## SOMMAIRE

Page 2

Editorial

Page 3

Sénégal: Des lendemains  
qui ne chantent pas pour  
Diouf.

Page 6

- Mali: Manifestations  
et "villes mortes"

- Côte d'Ivoire: Le  
pouvoir cherche des  
prétextes pour réprimer

Page 7

France: Les jeunes ont  
fait reculer Balladur

Page 8

Algérie: L'intégrisme,  
une menace pour la  
société

ABONNEMENTFRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais  
uniquement en coupons-  
réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

**AFRIQUE DU SUD****LES ELECTIONS NE METTRONT  
PAS FIN A LA MISERE  
DES MASSES PAUVRES**

Du 26 au 28 avril prochain vont avoir lieu, pour la première fois, les élections multiraciales en Afrique du Sud. Parmi les 23 millions de Sud-Africains conviés à élire une nouvelle Assemblée Nationale (qui élira par la suite un président), 17 millions le feront pour la première fois dans ce genre d'élection. Jusqu'à présent, ils en étaient exclus, à cause de l'apartheid qui ne leur reconnaissait pas la citoyenneté dans leur propre pays.

Eh bien oui, le fait d'avoir réussi à arracher par sa lutte ce simple droit démocratique, est une victoire pour le peuple noir d'Afrique de Sud qui a sacrifié des dizaines de milliers de morts, d'innombrables exilés et d'emprisonnés. C'est une victoire pour l'ANC qui en a fait son principal cheval de bataille. C'est une victoire pour Mandela, le dirigeant de l'ANC, qui est sorti de prison il n'y a même pas quatre ans, et qui se trouvera, selon toute vraisemblance, président de l'Afrique du Sud à l'issue de ces élections, si celles-ci se déroulaient normalement.

L'Afrique du Sud rejoindra alors le ban de Nations Unies et de l'OUA où jusqu'à présent elle a été exclu pour cause d'apartheid. Son Etat sera alors considéré comme "respectable" par les puissances impérialistes et par les autres dictateurs du continent africain qui, eux, ont le label de présidents "respectables" tout dictateurs et assassins de leurs peuples qu'ils soient. Oh, ils sont "légitimes" aux yeux de la "communauté internationale", entendez la communauté des autres chefs d'Etat, parce qu'ils seraient "élus"!

Demain l'Afrique du Sud ressemblera aux autres Etats du continent africain à la différence que la communauté blanche y sera un peu plus nombreuse qu'ailleurs. L'apartheid racial officiel sera un souvenir mais l'apartheid social lui, continuera comme ailleurs. Pour l'écrasante majorité de la population, pour les travailleurs, les petits paysans et tous les déshérités des townships, la

*misère, l'exploitation et même la dictature continueront car les luttes qu'ils ont menées durant des années ne profiteront qu'à une petite minorité de privilégiés Noirs, à la bourgeoisie noire sud-africaine qui accédera à certains privilèges pour lesquels L'apartheid l'excluait bien que financièrement elle en eût la possibilité.*

*Le Zimbabwe, le voisin de l'Afrique du Sud, où existait aussi L'apartheid à l'époque de Ian Smith est une préfiguration de ce que pourra être l'Afrique du Sud de demain. Mugabé, qui y est pouvoir depuis 1980, est pour le Zimbabwe ce que Mandela sera pour l'Afrique du Sud. Et bien, dans ce pays où des luttes dures et longues ont eu lieu pour abolir le régime racial de Ian Smith, l'arrivée au pouvoir de Mugabé n'a pas changé grand chose pour la majorité de la population pauvre. A tel point qu'aujourd'hui encore, 14 ans après son arrivée au pouvoir, le nouveau régime (dont les dirigeants se réclamaient pourtant du "socialisme") n'a même pas été capable de faire une réforme agraire qui puisse permettre à la majorité pauvre de la paysannerie d'accéder à un simple lopin de terre. Jusqu'à présent la plus grande partie des meilleures terres sont toujours détenues par la minorité blanche. L'écrasante majorité des*

*travailleurs et des petites gens des villes vit toujours dans la misère. Ce qui a changé c'est que depuis l'arrivée au pouvoir de Mugabé, les riches Noirs peuvent habiter côte à côte avec les riches Blancs, faire des affaires comme eux sans être inquiétés pour leur appartenance raciale.*

*C'est cela qui attend l'écrasante majorité de la population sud-africaine. Mais dans ce pays, la classe ouvrière est relativement nombreuse. Elle s'est battue avec ses moyens de lutte propres contre L'apartheid. Elle a mené des grèves dures pour obtenir des droits. Elle possède des syndicats, non pas des appareils créés de toutes pièces par le pouvoir et imposé à l'ensemble de la classe ouvrière, mais créés grâce à la volonté et par la lutte de travailleurs. Tout ceci constitue une expérience riche qui pourra servir demain à cette même classe ouvrière noire non plus contre le pouvoir des Blancs mais contre celui des gens de la même couleur de peau qu'elle. Les dirigeants noirs mèneront inévitablement la même politique fondamentale de l'exploitation capitaliste sans les fioritures hideuses de L'apartheid mais qui ne sera pas pour autant moins barbare à l'égard des travailleurs.*

## SENEGAL

### DES LENDEMAINS QUI NE CHANTENT PAS POUR DIOUF

Abdou Diouf a entamé une tournée dans quelques capitales occidentales dans l'espoir de glaner quelques dollars auprès des bailleurs de fonds ou d'obtenir des délais supplémentaires dans le payement de la dette de l'Etat sénégalais.

Les caisses de l'Etat sont effectivement vides et l'Etat est au

bord de la banqueroute. Même l'argent pour payer les fonctionnaires et les bourses fait défaut. Depuis plusieurs années, les hôpitaux, les dispensaires et les maternités sont devenus des mouroirs pour les petites gens qui n'ont pas la possibilité de s'offrir les hôpitaux privés. D'années en années ces établissements publics se sont dégradés. Les médicaments ainsi que

les matériels de soins les plus élémentaires y font défaut. Depuis la dévaluation du franc CFA, malgré une "clause spéciale" sur les médicaments, le prix de ces derniers ont grimpé de 50 à 100% selon le type.

Que les pauvres crèvent de maladie, de famine et de misère cela n'empêche pas la petite minorité de privilégiés de la place de faire des affaires, de continuer à rouler en mercedes, d'avoir de l'eau bien propre dans leurs piscines privées pendant que dans les quartiers populaires, avoir de l'eau potable est devenu un exploit (parfois il faut se réveiller très tôt le matin pour faire la queue devant les fontaines publiques pour repartir quelques heures plus tard avec seulement un ou deux seaux d'eau).



Toute cette misère qui s'aggravait d'année en année, accentuée par les blocages de salaires et les licenciements dans la fonction publique, n'empêchait bien sûr pas Diouf et les membres de son gouvernement de dormir en paix... jusqu'à ce que la colère retenue depuis si longtemps commence à se manifester au grand jour quelques semaines après la dévaluation. Le meeting organisé par les partis d'opposition et qui s'est transformé, le 16 février dernier, en émeute ayant provoqué huit morts et des centaines de blessés est l'illustration de cette colère populaire.

A la suite de cette émeute des dirigeants des partis d'opposition (dont A. Wade, L. Savané B. Kane,

députés tous les trois) ont été arrêtés. Ils sont inculpés d'"atteinte à la sécurité de l'Etat".

Depuis les émeutes du 16 février, la situation semble être calme. Mais ce n'est qu'un calme apparent car ces émeutes n'ont mis fin ni aux conséquences de la dévaluation du CFA ni au pouvoir autoritaire de Diouf qui se cache derrière son parlementarisme de façade. Ce gouvernement sera de plus en plus enclin à procéder par la manière forte pour montrer son autorité. Il sera de plus en plus contraint d'utiliser son armée et sa police pour obliger la population à accepter une misère de plus en plus grande. Mais la politique du bâton risque de se retourner contre Diouf lui-même comme bien de pouvoirs en ont fait l'expérience sur ce continent.

Le problème, pour la majorité pauvre de la population, c'est que ceux qui prétendent représenter ses intérêts ne sont rien d'autre que des démagogues. Ainsi, Wade, le principal dirigeant de l'opposition aujourd'hui arrêté, a été hier encore un des ministres d'Etat de Diouf. Ministre, il a cautionné le blocage des salaires, le licenciement dans la fonction publique et la dégradation des infrastructures publiques. A l'approche des dernières élections, il a quitté le pouvoir pour revenir dans l'opposition. Demain s'il arrive au pouvoir il ne fera que continuer la même politique que celle de Diouf car c'est celle que lui dicteront l'impérialisme français et les bailleurs de fonds qui sont ses véritables maîtres et auxquels il a déjà montré sa fidélité.

D'autres dirigeants de mouvements d'opposition extra-parlementaires (tels que les dirigeants des mouvements intégristes musulmans qui ne sont aujourd'hui qu'en gestation mais qui peuvent très vite se développer)

peuvent demain supplanter ceux de l'opposition parlementaire et entraîner les populations pauvres vers leur politique obscurantiste comme leurs semblables tentent de le faire en Algérie actuellement. C'est un danger réel pour l'avenir de la population pauvre du Sénégal.

Mais pour les travailleurs, les paysans pauvres et toutes les petites gens des villes, ce n'est pas une fatalité que d'être trompés soit par des démagogues parlementaires comme Wade, soit par des intégristes moyenâgeux. La seule alternative à toutes ces politiques qui, malgré les différences entre elles, visent toutes à préserver l'ordre social existant, est l'organisation des travailleurs sur la base de leurs propres intérêts. Les travailleurs ne peuvent défendre et améliorer un tant soit peu leurs conditions d'existence que par leurs

propres luttes. Mais pour importantes que puissent être ces luttes auxquelles les travailleurs et les paysans pauvres seront amenés, tôt ou tard, simplement pour ne pas crever, si elles finissent en laissant le pouvoir à la bourgeoisie, cette dernière reprendra inévitablement le dessus, que ce soit par l'intermédiaire de Diouf, de Wade ou des intégristes. Voilà pourquoi, il faut que le prolétariat se constitue en force politique, en parti, visant non seulement à rendre le plus efficace possible les luttes quotidiennes des ouvriers et des paysans pauvres, mais cherchant à orienter toutes ces luttes dans le sens du renversement du pouvoir de la bourgeoisie, la prise et l'exercice du pouvoir par les classes aujourd'hui exploitées ainsi que l'expropriation radicale des couches riches et la mise en commun de leurs richesses.

## MALI

### MANIFESTATIONS ET VILLES MORTES

Les manifestations contre la politique d'Alpha Konaré continuent. La semaine dernière, à l'appel de l'opposition, toutes les villes ont été déclarées "villes mortes" et des milliers de personnes, des travailleurs, des chômeurs, des jeunes exclus de la société sont descendus dans la rue. Tous réclamaient l'ouverture immédiate de tous les établissements scolaires publics et privés fermés par le gouvernement depuis le 15 février dernier.

Les manifestants exigeaient aussi la libération de tous les étudiants et les élèves emprisonnés. Le gouvernement de Konaré a en effet arrêté un certain nombre de dirigeants de L'AEEM (Association des Elèves et Etudiants du Mali)

dont le président, accusés d'être les responsables des troubles.

Après cette manifestation massive, le gouvernement a fait des gestes en libérant quelques mineurs qui ont été emprisonnés et ouvert quelques écoles dont l'ENSUP (Ecole Nationale Supérieure). Mais jusqu'à ce jour tous les autres établissements sont restés fermés. La jeunesse scolarisée étant en pointe dans la lutte contre le gouvernement, Alpha Konaré ne veut pas qu'elle puisse se retrouver et donc se concentrer dans les établissements scolaires (quitte à prolonger ce qui est déjà la troisième année blanche consécutive dans ce pays qui, déjà en temps normal, a un des taux de scolarisation le plus bas du monde).

Mais ce qui se passe montre la stupidité de son calcul : la jeunesse se retrouve dans les quartiers, scolaires et non scolaires mélangés, et ce n'est pas plus mal. Et c'est, peut-être, aussi une façon de contribuer, involontairement, à ce que la jeunesse scolarisée ne se limite pas dans sa révolte aux revendications strictement estudiantines qui, même satisfaites, ne changeraient rien pour la grande masse de la jeunesse pauvre qui n'a même pas accès aux études. Ce que l'on peut souhaiter, c'est que cette jeunesse en révolte accède à la conscience que c'est toute la société qu'il faudra changer.

Oh bien sûr, l'opposition malienne telle que le CNID ou le RDP et autres sautent sur l'occasion pour dénoncer la politique du gouvernement de Konaré alors que cela fait à peine deux mois qu'il partageaient les strapontins

ministériels dans le précédent gouvernement du même Konaré. Tout cela n'est qu'un jeu de politiciens qui ne doit tromper personne. Même si Montaga Tall (CNID) monte en première ligne pour attaquer Konaré, son allié d'hier.

Tous ces dirigeants prétendument "oppositionnels" ne cherchent que le pouvoir et les privilèges intrinsèques. Leurs discours ne doivent pas tromper les travailleurs, les paysans pauvres, les chômeurs et tous les exclus de la société qui aspirent à un réel changement de leurs conditions. Les couches pauvres ont déjà fait l'expérience qu'il n'a pas suffi de renverser Traoré pour que les choses changent. On ne leur fera pas recommencer éternellement ce jeu, aujourd'hui avec Konaré et demain, avec un des politiciens qui s'agitent dans l'opposition pour mieux accéder au pouvoir.

## COTE D'IVOIRE

### LE POUVOIR CHERCHE DES PRETEXTES POUR REPRIMER

Pour avoir repris et commenté cette information de "Jeune Afrique" selon laquelle : "la Côte d'Ivoire avait demandé à la France une somme de 100 millions de francs français pour aider au financement des obsèques du président Houphouët Boigny", quatre journalistes de l'opposition et le directeur de publication du journal "La Voix" (proche de l'opposition) ont été condamnés à un an de prison pour "offense au chef de l'Etat". En outre ils doivent payer chacun 200 000 F CFA d'amende. Pour le moment ils ne sont pas encore en prison; ils comptent faire appel et ils ont bien raison.

Le chef d'accusation même est ridicule. L'administration leur

reprocherait d'avoir cité le nom de Bédié alors que dans le dans le texte original, on a parlé que de "la Côte d'Ivoire". C'est vraiment chercher des poux sur la tête.

Les dirigeants savent trouver des prétextes, et même en fabriquer quand il s'agit de s'attaquer à toutes les personnes qui osent contester leur pouvoir ou le critiquer. Les journalistes, eux, ont eu droit à un procès. Mais combien de petites gens, des travailleurs sont quotidiennement arrêtés lors d'un contrôle de police, pour d'autres motifs ou des délits sans importance? ils sont jetés en prison et la plupart du temps sans jugement. Et c'est seulement bien plus tard que leurs

parents apprennent leur arrestation.

Le gouvernement peut tout se permettre tant que les petites gens, les travailleurs ne réagissent pas contre les injustices, contre les exactions policières, contre les atteintes répétées à leur niveau de

vie; tant qu'ils restent désunis. Mais quand ils descendent dans rue, par centaines, par milliers pour manifester, alors nos gouvernants prennent peur et peuvent reculer. Ce dont ils ont peur, c'est justement la colère des masses populaires.

## FRANCE

### LES JEUNES ONT FAIT RECULER BALLADUR

Le 30 mars, à la veille d'une nouvelle manifestation des jeunes, Balladur a annoncé la suppression du CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle).

Ce CIP a soulevé la réaction des jeunes, parce qu'il officialisait le fait que les jeunes puissent être employés pour un salaire inférieur au salaire minimal, et même très inférieur pour les plus jeunes. Oh, ce n'est pas la première mesure de même type ! Depuis des années, tous les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, rivalisent pour inventer de nouvelles mesures consistant à sous-payer les jeunes, sous prétexte de combattre le chômage. Résultat: le chômage ne cesse pas de s'accroître, mais en revanche, les patrons ont à leur disposition toute une panoplie leur permettant d'embaucher des jeunes pour des salaires dérisoires. Ces bas salaires ne créent en réalité pas un emploi de plus, mais les patrons peuvent, s'ils le veulent, mettre à la porte un travailleur plus âgé, touchant un salaire "normal" pour faire travailler à sa place un jeune plus mal payé.

Voilà contre quoi ont réagi les jeunes, en entraînant par moment les syndicats. Le CIP était une attaque contre les jeunes, mais aussi, contre l'ensemble des travailleurs, car tout abaissement de salaire pour

quelque catégorie que ce soit, pèse dans le sens de l'abaissement de tous les salaires.

Les jeunes ont fait reculer le gouvernement parce que depuis environ un mois, au moins une fois par semaine ils n'ont pas arrêté de manifester dans les rues de Paris et de la plupart des villes de province.



Pourtant le gouvernement a essayé de les intimider par la présence massive des CRS lors des manifestations. Il y a eu des condamnations contre des simples manifestants et des peines plus

lourdes contre ceux qui sont considérés comme des casseurs de magasins, des vitres de cafés. Il y a eu l'expulsion des deux jeunes algériens de la ville de Lyon.

Malgré les provocations, malgré une campagne contre les manifestants à la radio, à la télé, les jeunes n'ont pas arrêté de montrer leur mécontentement. Ils réclamaient le retour de leurs deux camarades algériens et la libération de tous les emprisonnés et inculpés. Loin de se laisser tromper par la propagande du gouvernement et intimider par la présence policière, le mouvement s'est développé même dans des petites villes y compris là où il n'existait qu'un ou deux LEP ou lycée technique.

Bien sûr, il y a eu quelques jeunes qui ont profité de l'occasion pour casser et, au passage, se servir. Ils ne représentaient qu'une infime minorité. Pasqua avait mis en avant l'action de cette petite minorité pour faire peur à la grande majorité de la jeunesse. Mais son coup n'a pas réussi.

Il y a eu aussi d'autres jeunes, chômeurs pour la plupart, qui ne sont ni lycéens ni étudiants; ils se sont affrontés violemment à la police ou cassé des vitrines, sans rien prendre, simplement pour se faire entendre, pour que la télé et la radio parlent d'eux. Ils ont voulu montrer leur hargne contre la violence de la police et des CRS. Et ce genre de manifestation de désespoir n'est pas nouveau.

Ce qui a fait reculer le gouvernement c'est le fait que le mouvement de la jeunesse s'est étendu dans la plupart des établissements de la plupart des villes de France, et aussi le fait que les jeunes ont eu la compréhension des travailleurs, le soutien de leurs familles.

Les jeunes ont montré que par la lutte on peut faire reculer le pouvoir et les patrons. Par-là, il montrent la voix à toute la classe ouvrière. Si celle-ci se mobilise et montre sa force, elle peut faire plus que d'obtenir de simples revendications.

## ALGERIE

### L'INTEGRISME, UNE MENACE POUR LA SOCIÉTÉ

En Algérie, les "intégristes musulmans", plus particulièrement les éléments armés de l'ex FIS (Front Islamique du Salut) continuent de semer la mort et la peur au sein de la population. En l'espace des quelques mois, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées.

Il y a les assassinats commis pour être spectaculaires, démagogiques, contre les ressortissants étrangers sommés de quitter le pays. Il y a les assassinats qui font partie de la guerre déclarée par les intégristes

au pouvoir en place qui, sur le plan de la répression, les leur rendent bien : actions armées contre les responsables politiques ou militaires, contre les hauts fonctionnaires proches du pouvoir.

Et puis, il y a tous les assassinats qui montrent le genre de régime que les islamistes veulent imposer à la société algérienne. Les uns, là aussi, spectaculaires, dont la presse internationale parle, comme l'assassinat d'enseignants, d'écrivains, de journalistes, simplement parce qu'ils n'acceptent pas de reprendre à leur compte et

répercuter les élucubrations obscurantistes des intégristes. Mais combien d'assassinats, dont on parle peu ou pas parce qu'il s'agit de petites gens, au travers desquels les intégristes imposent d'ores et déjà leur dictature, dans certaines régions, dans certains quartiers ? Des jeunes filles égorgées par ce qu'elles ont osé sortir dans la rue sans se voiler le visage . Des jeunes abattus parce qu'ils n'ont pas jeûné pendant le ramadan.

Face à ces assassinats, le gouvernement demeure impuissant. Tout en menant une répression sauvage, pas seulement contre les intégristes mais contre les



*Belhadj et Madani*

quartiers qu'ils ont sous leur contrôle, l'armée est elle-même taraboussée par l'intégrisme. Dans l'encadrement moyen de l'armée, nombreux sont ceux qui louchent en direction de ces derniers. Quant aux sommets de l'armée, s'ils combattent l'intégrisme, ce n'est certainement pas dans "l'intérêt de la démocratie" - la hiérarchie militaire est le pilier de la dictature depuis plus de trente ans - mais pour se préserver de la concurrence pour la direction de l'Etat et pour les avantages qui lui sont liés. Les voix qui se font entendre dans les milieux dirigeants pour "la dialogue" exprime l'opinion de ceux qui doutent que l'armée puisse gagner la guerre civile en cours et qui envisageraient bien un

compromis. Si un tel compromis voyait le jour - mais il n'est nullement dit que toutes les factions intégristes en veuillent - cela ne pourrait être qu'un partage des rôles pour exercer une même dictature. Sur toute la société, mais avant tout sur ses classes pauvres.

L'armée et le gouvernement qui incarnent la continuité avec les trente dernières années sont incapables de combattre efficacement la montée intégristes pour cette raison fondamentale qu'ils en constituent le fourrier. Après trente ans, le régime basée sur l'alliance sinon la confusion entre le FLN et la hiérarchie militaire a sombré dans la corruption, l'impuissance de faire face aux problèmes de la société algérienne, l'impuissance de donner le moindre espoir aux couches pauvres condamnées à la misère, à la jeunesse condamnée au chômage.

En dénonçant la corruption, en se posant comme une opposition radicale - puis qu'armée - au régime, en s'attaquant verbalement aux puissances impérialistes, en montrant du doigt leurs dirigeants qualifiés de "satan", les intégristes musulmans espèrent détourner à leur profit le mécontentement, le désespoir des couches pauvres.

Mais pas pour gouverner au profit des pauvres, au contraire.

Les dirigeants islamistes ne cherchent pas à lutter contre l'ordre social capitaliste qui maintient l'Algérie dans la misère - comme il y maintient non seulement tous les pays pauvres, mais aussi une fraction croissante de la classe ouvrière des pays riches . Ils font simplement de la démagogie en assassinant des Occidentaux par-ci, en tenant un langage radical anti-occidental par-là pour tromper la population algérienne et en même temps cacher leur véritable

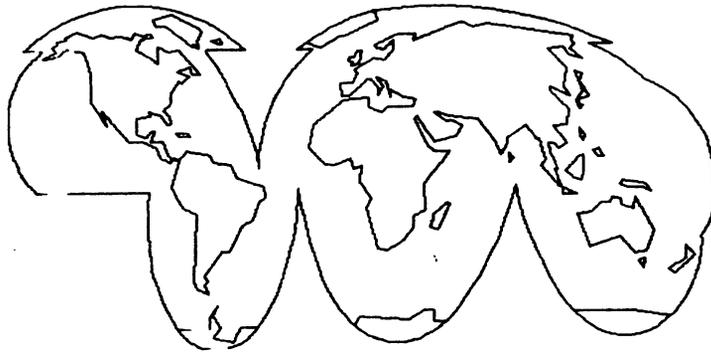
intention. C'est celui d'arriver au pouvoir, à la place des dirigeants actuels pour y imposer une dictature impitoyable au nom de la religion, au nom du coran c'est-à-dire au nom de l'obscurantisme; une dictature des temps révolus qui ne tolérerait aucune autre liberté de pensée, où la femme serait moins que rien, selon le principe même du coran. Et ces dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté le 22 mars dernier en Algérie, dont toutes les femmes qui défilaient sans voile, doivent avoir la solidarité de tous ceux qui se revendiquent du prolétariat.

Il est cependant évident que si la lutte reste limitée pour l'essentiel entre les intégristes et le pouvoir actuel, c'est-à-dire l'armée, c'est-à-dire entre deux

maffias aussi opposées l'une que l'autre aux intérêts des classes exploitées et même simplement aux libertés démocratiques, le combat est perdu d'avance. Le seul espoir de l'avenir, c'est un éveil politique de la classe ouvrière algérienne la rendant capable de se battre à la fois contre les barbus et contre leurs frères ennemis militaires.

C'est cet avenir-là que nous préparons les intégristes en Algérie. Un avenir que les travailleurs et les pauvres doivent rejeter car il ne correspond pas à leurs aspirations. La seule voie de salut pour eux est la lutte derrière le drapeau du communisme; c'est la voie anti-obscurantiste, du progrès, de la liberté et de la satisfaction des besoins pour tous.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.